

ECHO DU SNU



Trimestriel d'informations du système des Nations Unies au Tchad

N°17 avril-juin 2025



**Donner de notre temps pour servir
nos communautés**

Nos Agences, Fonds et Programmes des Nations Unies au Tchad



NATIONS UNIES
TCHAD



Construisons
notre avenir
ensemble



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



NATIONS UNIES
DROITS DE L'HOMME
HAUT-COMMISSARIAT



UNHCR
The UN Refugee Agency



Organisation
mondiale de la Santé



ONUSIDA



IOM
UN MIGRATION



OCHA



UNFPA



Programme
Alimentaire
Mondial
PAM

unicef

pour chaque enfant



ONUDC
Office des Nations Unies
contre la drogue et le crime



VOLONTAIRES
ONU



unesco



UNDSS



Organisation
internationale
du Travail



IFAD
Investir dans les
populations rurales



ONU
environnement



NATIONS UNIES
TCHAD



Construisons
notre avenir
ensemble

Ce bulletin bimestriel d'informations du
système des Nations Unies (SNU) est réalisé
grâce à la supervision directe de:

-M. Luciano Calestini

-M. Dieudonné Bamouni

Respectivement, Président et Vice-président
du groupe de communication des Nations
Unies (UNCG).

Coordination:

Dr François Batalingaya,

Coordonnateur résident du système des
Nations Unies au Tchad et Coordonnateur
Humanitaire

Collecte d'informations et mise en page :

-Dohou Pascal Ferso

Chargé de communication au Bureau de la
Coordination du système des Nations Unies

Avec l'appui de:

-Aristophane Ngargoune/UNHCR

-Augustin Zusanne/OCHA

-Louis Dorsouma / OCHA

-Anne-Isabelle Leclercq Balde/ UNICEF

-Brice Kevin DA / UNICEF

-Jean Philippe Odinakachi/UNESCO

-Bouchoura Nassir Ousselat / UNESCO

-Joel Tchocke/UNFPA

-Adbel Aziz Ahamdan/ UNFPA

-Eric Djepatarlemgoto / UNFPA

-Asma Achahboun / PAM

-Coumba Adama Kamissoko / OMS

-NAISSEM Jonas / OMS

-Estelle Madjilem / FAO

-Mantar Laetitia / PUNV

-Marion Leila Ruth Harzi/ ONUDC

-Ehounou Tanoh Genevieve / ONUSIDA

-Zahra Oumar Abdel-Hadi / ONUSIDA

Ne laissons pas le Tchad sombrer dans l'oubli

À un moment décisif pour l'avenir du Tchad, je souhaite lancer un appel solennel à l'attention de tous les partenaires, nationaux et internationaux, face à une menace silencieuse mais redoutable : le gel du financement. Ce phénomène met en péril les avancées humanitaires et de développement patiemment construites au fil des années.

Aujourd'hui, le Tchad se trouve à la croisée de multiples crises interconnectées : un afflux massif de réfugiés fuyant le conflit au Soudan, une insécurité alimentaire persistante, des chocs climatiques extrêmes, des tensions socio-économiques grandissantes, et des besoins croissants tant en milieu rural qu'urbain. Dans ce contexte déjà critique, le gel partiel ou total de certains financements compromet gravement notre capacité collective à répondre efficacement aux besoins urgents des populations les plus vulnérables.

Il est crucial de rappeler que l'action humanitaire ne tolère ni pause ni report. Chaque dollar non mobilisé se traduit concrètement par une ration alimentaire en moins, une salle de classe non construite, un centre de santé privé de médicaments essentiels. Le système des Nations Unies au Tchad, en partenariat avec les ONG nationales et internationales, a besoin de ressources prévisibles, flexibles et durables pour maintenir les opérations vitales, protéger les plus vulnérables et soutenir les efforts de stabilisation et de développement à long terme.



Dr Francois Batalingaya,
Coordonnateur résident du système des Nations Unies
et Coordonnateur Humanitaire

Le Plan de Réponse Humanitaire 2025, qui vise à venir en aide à 7 millions de personnes en situation de détresse, n'est financé qu'à hauteur de 11 % au 1er juillet – soit 165,1 millions USD sur les 1,454 milliard requis. Ce chiffre est d'autant plus alarmant qu'à la même date en 2024, le financement atteint déjà 301,6 millions USD, presque le double.

Cette baisse drastique survient alors même que les besoins humanitaires ne cessent de croître. Elle constitue un signal d'alarme clair qui appelle à une mobilisation immédiate et renforcée de l'ensemble des partenaires et bailleurs de fonds pour éviter une détérioration rapide et irréversible de la situation.

Je lance un appel à la solidarité internationale et à un sursaut collectif en faveur du Tchad. Plus que jamais, il est impératif d'empêcher un recul humanitaire qui viendrait anéantir des années d'efforts conjoints. C'est une responsabilité que nous partageons tous : répondre à l'urgence tout en construisant un avenir plus résilient pour les populations tchadiennes.

Unis dans l'action, la volonté et les ressources, nous pouvons changer le cours des choses. Le Tchad ne doit pas être abandonné.

Dossier spécial

Le Tchad traverse une période économique délicate marquée par le gel de plusieurs financements internationaux. Cette décision, motivée par des préoccupations politiques, institutionnelles ou de gouvernance, a des répercussions importantes sur les secteurs clés du développement, notamment la santé, l'éducation et les infrastructures. Ce dossier se propose d'analyser les causes de ce gel, ses conséquences sur la population tchadienne, ainsi que les perspectives de reprise du soutien financier extérieur.



Renforcement du partenariat entre le Tchad et les Nations Unies (UNSDCF 2024-2026)

Le Comité de pilotage du Cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (UNSDCF) 2024-2026 s'est réuni le 27 juin dernier pour une session de travail productive !

Cette réunion a été l'occasion de :

- ✓ Présenter les résultats impressionnants obtenus en 2024 dans le cadre des efforts conjoints pour un développement durable et inclusif au Tchad, grâce à la collaboration de tous les partenaires.
- ✓ Valider les plans de travail conjoints pour 2025, tout en définissant les actions prioritaires et les objectifs ambitieux qui guideront les interventions tout au long de l'année.
- ✓ Approuver la feuille de route pour l'élaboration du nouveau cadre de coopération 2027-2030, un document stratégique qui guidera les partenariats et les initiatives pour la prochaine décennie.



Le Coordonnateur résident des Nations Unies Dr François Batalingaya, a déclaré dans son discours que « la réunion du comité offre une occasion essentielle de rendre compte mutuellement, de fournir des orientations stratégiques et de planifier conjointement. Cette réunion, la première pour l'UNSDCF 2024-2026 après un an de mise en œuvre, revêt une importance particulière. Il a ajouté que la mise en œuvre du cadre de coopération pour 2025 est affectée par le gel des financements et la réduction des contributions de plusieurs partenaires internationaux, ce qui menace directement notre capacité d'intervention. Ce contexte nous oblige à faire preuve de lucidité, d'agilité et d'innovation. »

En ouvrant officiellement les travaux, Mme Fatima Acyl, Ministre Déléguée auprès du ministre des Finances, chargée de l'Économie, de la Planification et de la Coopération internationale, a déclaré que : « les résultats obtenus en 2024, bien que satisfaisants, ne doivent pas occulter les défis persistants auxquels nous devons faire face collectivement, à savoir le plein emploi,

l'accès à l'électricité, l'éducation, le changement climatique, l'équité dans l'accès aux services sociaux de base, les migrations, la cohésion sociale, ainsi que l'accélération de la transformation structurelle de l'économie et la création d'emplois décents et durables. Avant de réaffirmer que l'engagement qui guide les Nations Unies et le gouvernement doit aller au-delà d'une simple collaboration pour devenir une véritable approche dès le départ, nous devons réfléchir et développer nos projets ensemble, en veillant à ce que nos initiatives répondent efficacement aux priorités nationales et aux attentes de la population, tout en favorisant la pleine appropriation nationale de nos projets afin d'assurer leur durabilité. Il convient de noter que cette importante réunion a rassemblé les ministres sectoriels, et les coprésidents ont remercié tous les partenaires techniques et financiers pour leur engagement et leur contribution essentielle à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) au Tchad. Ensemble, nous construisons un avenir meilleur pour tous !

Partenariat renforcé pour la mise à l'échelle des programmes de développement durable au Tchad



Dans le cadre du renforcement de la coopération entre le Tchad, les Nations Unies et leurs partenaires techniques et financiers, le Coordonnateur des Nations Unies au Tchad Dr François Batalingaya a conduit, le jeudi 12 juin 2025, une audience auprès du Premier Ministre, Chef du Gouvernement, Ambassadeur Allah Maye Halina. Cette rencontre, à laquelle a pris part l'Ambassadeur du Royaume-Uni, de la Grande-Bretagne et de l'Irlande au Tchad, M. Ross Mathews, s'inscrit dans une dynamique de dialogue et d'action conjointe face aux enjeux humanitaires et de développement que connaît le pays.

Au cœur des échanges, plusieurs sujets d'intérêt commun ont été abordés : le renforcement des relations bilatérales entre le Tchad et le Royaume-Uni, la consolidation des partenariats techniques et financiers, ainsi que la question préoccupante de l'afflux de réfugiés à l'Est du Tchad, conséquence directe de la crise persistante au Soudan. Le diplomate britannique a exprimé la volonté de son pays de travailler étroitement avec les autorités tchadiennes et les agences onusiennes pour apporter un appui concret aux populations affectées. « Nous entendons œuvrer pour une coopération

renforcée, fondée sur des liens d'amitié et de fraternité entre nos peuples », a souligné M. Mathews. Le Premier Ministre a, pour sa part, salué cet engagement, rappelant l'importance de la solidarité internationale dans la gestion des crises humanitaires et dans la mise en œuvre de programmes de développement durables. Ce partenariat élargi entre le gouvernement tchadien, les Nations Unies et les partenaires financiers vise à répondre simultanément aux urgences humanitaires et aux défis structurels, afin de construire une résilience nationale forte et inclusive.



Le gel de financement au cœur des interventions pour sauver des vies humanitaires

Dans un contexte de pressions financières mondiales et de besoins humanitaires croissants, le Tchad et le Système des Nations Unies affichent une volonté commune : unir leurs forces pour bâtir un avenir plus solidaire, résilient et prospère.

Le 11 juin dernier, S.E.M. le Premier Ministre, Ambassadeur Allah-Maye Halima, a reçu en audience le Dr François Batalingaya, Coordonnateur résident du Système des Nations Unies et Coordonnateur humanitaire au Tchad, accompagné de plusieurs chefs d'agences onusiennes. Cette rencontre stratégique a permis de réaffirmer l'engagement mutuel autour de priorités nationales clés :

- ◆ Atténuer l'impact du gel des financements sur les interventions humanitaires et de développement, et maintenir la capacité de réponse aux urgences, qu'il s'agisse des inondations ou d'autres crises imprévues.
- ◆ Soutenir la mise en œuvre du Plan national de développement "Tchad Connexion 2030", véritable feuille de route pour un développement inclusif et durable.

Les deux parties ont lancé un appel fort à un engagement renouvelé des partenaires techniques et financiers, afin de consolider les investissements dans les actions humanitaires et de développement, tout en jetant les bases d'une coopération durable.

UN "Le Système des Nations Unies reste déterminé à accompagner le Tchad sur la voie du progrès, de la paix et de la résilience", a déclaré le Dr Batalingaya, insistant sur la nécessité de « souder les coudes » face aux défis communs.

Ce dialogue renforcé, couplé à l'appui des partenaires internationaux, ouvre la voie à une mobilisation accrue de ressources et d'expertises, essentielles pour transformer les crises en opportunités et inscrire le Tchad dans une dynamique de stabilité et de croissance.



Impact des réductions de financement sur les opérations de l'OMS au Tchad

Dans un contexte mondial marqué par des incertitudes financières, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) fait face à l'un de ses plus grands défis, ceux de maintenir ses opérations essentielles malgré une réduction drastique de ses financements. Au Tchad, cette réalité prend une dimension particulière.

Le retrait des États-Unis de l'OMS, un contributeur majeur représentant à lui seul 20 % du budget de l'organisation a provoqué une onde de choc. Pour le bureau pays, cela s'est traduit par une réorganisation en profondeur, une révision des priorités, et une remise en question des modes de fonctionnement traditionnels.

Dans un entretien exclusif accordé à notre rédaction, la représentante de l'OMS au Tchad, Dre Blanche Anya, revient sur les conséquences concrètes de cette crise budgétaire. Elle évoque la nécessité de faire plus voir mieux avec moins, de renforcer la coordination entre agences, et de recentrer les efforts sur les interventions à fort impact. La restructuration en cours, bien que douloureuse, ouvre aussi la voie à une nouvelle dynamique de travail, plus stratégique, plus synergique.

Malgré les incertitudes, un message d'espoir émerge, celui d'une organisation qui, en démontrant une gestion rigoureuse et des résultats tangibles, pourrait renforcer la confiance des bailleurs et mobiliser de nouveaux soutiens. Un pari sur l'efficacité, la transparence, la redevabilité et la solidarité, dans un pays où les besoins sanitaires restent immenses.



En début d'année, la nouvelle de la réduction drastique des financements est tombée sur nous comme un couperet. Comment avez-vous accueilli cette annonce ?

Dre Blanche Anya : Cette nouvelle a été un choc pour nous à l'OMS, probablement comme pour beaucoup d'autres agences. Comme vous le savez, l'une des premières mesures de la nouvelle administration américaine a été l'annonce du retrait des États-Unis de l'OMS. Et vous imaginez bien un pays qui contribue à hauteur de 20 % des ressources de l'organisation... C'était très difficile à encaisser. Immédiatement, le Directeur Général a mis en place une équipe chargée d'évaluer comment l'OMS pouvait rapidement s'adapter à cette situation même si avant cette annonce, le DG de l'OMS avait lancé auparavant un appel aux États membres d'augmenter leurs contributions, auquel certains avaient commencé à répondre. Malgré cela, perdre 20 % de nos ressources du jour au lendemain, ce n'est pas rien, surtout quand il faut continuer à soutenir les États membres dans la mise en œuvre de leurs plans de développement sanitaire.

Tous les engagements pris ici au Tchad à travers la stratégie de Coopération 2024-2027 de l'OMS avec le Tchad, l'urgence de la crise humanitaire à l'Est, les autres urgences... Franchement, c'était une situation très difficile. Mais heureusement, comme je l'ai mentionné, une équipe a été mise en place et des directives ont été données à chaque bureau/Pays de l'OMS pour dresser un état des lieux notamment sur les répercussions, et proposer les pistes de solutions...

Au bureau OMS/Tchad, en faisant le point, nous avons constaté que plusieurs programmes étaient concernés, notamment celui de l'éradication de la polio, soutenus par les États-Unis à travers. Cela inclut le personnel sur le terrain dans au moins 14 provinces à haut

risque. Ce personnel ne soutient pas uniquement la polio, mais toutes les activités de santé publique, le soutien à certains laboratoires pour l'analyse des échantillons. Donc, quand ce soutien disparaît, c'est tout un pan de notre action dans le domaine de la santé publique qui est affecté.

Les États-Unis finançaient aussi la surveillance active de la polio et des maladies évitables par la vaccination notamment le carburant pour les descentes des acteurs dans les formations sanitaires, les enquêtes, les investigations sur les épidémies... L'impact a été majeur. Il a donc fallu travailler avec le ministère de la santé pour revoir/ réajuster les stratégies de surveillance pour sortir de cette situation sans trop de dégâts.

Vous venez de dresser un tableau clair des conséquences des coupures de fonds sur les programmes et les postes. Peut-on dire que la crise est derrière nous ou bien que le pire soit encore à venir ?

Dre BA : La crise n'est pas derrière nous. Nous sommes en plein dans le processus de restructuration, notamment au niveau des ressources humaines. Ce processus est prévu jusqu'à la fin du mois d'août. La restructuration a commencé au niveau global, avec le Directeur Général qui a donné le ton en réduisant les directions au siège. Comme vous le savez, dans nos agences, beaucoup de personnel est concentré au siège, alors qu'au niveau des pays, nous avons moins de personnel qui couvre plusieurs programmes.

La réduction pourrait donc être minimale au niveau des pays. Nous sommes dans une phase de restructuration et de ré-priorisation donc nous ne pouvons plus tout faire comme avant. Notre budget programme a été réduit de 20 %, il faut donc rediscuter avec le gouvernement pour identifier les nouvelles priorités. Il faut aussi revoir la manière de mettre en œuvre les activités, pour s'assurer qu'elles soient vraiment à impact et que les résultats soient au rendez-vous.

Est-ce qu'on peut combler les gaps laissés béants par la coupure des fonds ?

Dre BA : Bon, on ne pourra probablement pas combler totalement ce gap, car l'OMS n'est pas la seule organisation touchée. D'autres agences du système des Nations Unies, ainsi que des ONG nationales et internationales, ont également été affectées. Certains donateurs ont réduit leur financement, ce qui fait que, même si nous diversifions nos sources et renforçons notre accès aux donateurs comme nous le faisons actuellement nous sommes désormais nombreux à solliciter les mêmes partenaires.

Ces donateurs, ayant déjà réduit leur soutien, doivent maintenant faire face à une demande accrue. Il est donc peu probable que nous retrouvions le niveau de financement d'avant. Cela nous oblige à revoir nos priorités, à nous concentrer sur l'essentiel, et à nous assurer que le peu que nous faisons, nous le

faisons bien et avec des résultats tangibles.

À l'OMS, notre mandat est d'amener les peuples au niveau de santé le plus élevé possible. Nous devons donc contribuer à améliorer la santé des populations, même si nous ne pouvons plus tout faire. Il s'agit maintenant de se focaliser sur les priorités nationales, de s'y tenir, et de travailler en synergie avec les autres acteurs de la santé.

On ne peut plus se permettre de dépenser sans résultats. Aujourd'hui, chaque activité menée doit produire des résultats et à terme démontrer son impact. Je demande systématiquement à mes collègues *Quel est le résultat attendu ? Avez-vous exploré toutes les synergies possibles ?* Quand on va sur le terrain, il faut voir ce qu'on peut faire avec d'autres programmes, mutualiser les ressources, en interne comme en externe.

Prenons l'exemple de la santé maternelle, au moins trois agences des Nations Unies y travaillent, notamment l'OMS, l'UNICEF et l'UNFPA. Il est impératif que nous renforçons notre travail ensemble, que nous évitions les duplications, et que nous puissions mesurer l'impact réel de nos actions. Ce contexte difficile nous pousse à être encore plus coordonnés et plus efficaces qu'avant.

Est-ce qu'on peut dire, dans ce contexte, que la réduction des fonds est une opportunité pour améliorer nos pratiques et revoir ce que nous avons l'habitude de faire ?

Dre BA : Bon, plus ou moins. C'est-à-dire que cela nous pousse à mieux faire les choses, à être encore plus coordonnés qu'avant et à renforcer notre synergie avec la partie gouvernementale. Évidemment, cela implique aussi que le gouvernement devra désormais déboursier davantage, car ce que nous apportions auparavant, nous ne pouvons plus l'assurer au même niveau.

Nous savons qu'au Tchad, nous travaillons dans un contexte de crise structurelle et prolongée. Avez-vous un message pour encourager ou renforcer la résilience des populations ?

Dre BA : Tout à fait. Le premier message que je souhaite faire passer, c'est que nous devons **1) renforcer la coordination et la collaboration entre tous les acteurs du secteur.**

C'est essentiel pour accompagner le pays de la meilleure manière possible et obtenir les meilleurs résultats. On ne peut plus se permettre d'agir de manière dispersée, sans impact mesurable.

Il y a aussi **2) un message de redevabilité mutuelle que ce soit de notre côté, en tant qu'acteurs du développement humanitaire, ou du côté gouvernemental.** Chaque fois que nous mettons en œuvre une activité ou que nous travaillons ensemble, il doit y avoir une redevabilité partagée et des résultats tangibles.

Ensuite, **3) nous devons œuvrer pour plus de solidarité dans le développement du pays.** Le Tchad a récemment adopté un Plan National de Développement (PND), décliné par secteur. Pour la santé, nous mettons en œuvre le Plan National de Développement Sanitaire, issu de ce PND. Il est donc crucial que nos actions s'inscrivent dans une logique de résilience des populations pour effectivement contribuer à l'amélioration de la santé desdites populations.

Dans ce cadre, une des actions importantes que nous menons concerne la partie Est du pays, où se trouvent de nombreux réfugiés. On y consacre beaucoup de ressources à l'humanitaire. Il est temps de lier les actions humanitaires au développement, à travers une approche territoriale intégrée, dite Nexus. Cela permet d'identifier les secteurs prioritaires, les zones de convergence, et d'éviter que les réfugiés restent dans une dépendance prolongée.

L'objectif est de les accompagner vers

l'autonomie, tout en veillant à ne pas compromettre le plan de développement national. Il faut aussi s'assurer que les populations hôtes bénéficient également des ressources allouées, car sinon, on risque de créer un déséquilibre où les réfugiés seraient mieux soutenus que les communautés locales.

C'est ce message que je veux vraiment faire passer. **Oui, nous soutenons les réfugiés, les retournés et autres populations vulnérables, mais nous ne devons pas oublier les populations hôtes. Chaque agence doit agir selon son mandat et ses avantages comparatifs.** Pour l'OMS, notre mission est d'amener les peuples au niveau de santé le plus élevé possible. Nous devons donc nous assurer que nos actions ont un impact réel sur l'amélioration de la santé des populations.

Pour finir, êtes-vous optimiste pour l'avenir ?

Dre BA : Oui, je suis optimiste. C'est vrai que je ne vois pas encore clairement le bout du tunnel, l'avenir reste un peu flou mais je me dis qu'avec tous ces changements, nous allons réapprendre à travailler autrement. Et en apprenant à travailler différemment, cela va nous forcer à produire des résultats concrets, même avec peu de moyens, peut être pas à la hauteur de ce qu'on avait planifié.

Ces résultats, même modestes, pourraient inspirer confiance aux donateurs. Ils pourraient se dire : "Avec si peu de ressources, ils ont réussi à faire cela. Si on les soutient davantage, ils pourraient aller encore plus loin." C'est cette logique qui me rend optimiste. Nous sommes donc poussés à travailler davantage pour des résultats visibles, qui pourraient devenir le déclencheur d'une mobilisation accrue de ressources et contribuer à améliorer la santé de plus de populations.



L'OMS et ses partenaires soutiennent une réponse sanitaire intégrée et humaniste à l'Est du Tchad



Depuis le déclenchement du conflit armé au Soudan en 2023, l'Est du Tchad — notamment les provinces, de Wadi Fira, du Ouaddaï et du Sila — fait face à une crise humanitaire d'une ampleur sans précédent. Près de 870 270 nouveaux réfugiés soudanais, 273 654 retournés tchadiens (UNHCR CHAD| CORE Sudan Emergency Situation, 7 juillet 2025) et plus de 2 500 000 membres des communautés hôtes composent aujourd'hui un tissu humain vulnérable et exposé à de multiples risques, parmi lesquels les violences basées sur le genre (VBG), la malnutrition, le paludisme, et le manque d'accès aux soins de santé essentiels. Face à cette urgence complexe, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), en collaboration avec plusieurs partenaires techniques dont l'UNFPA, partenaires de mise en œuvre tels ADESOH, BASE et World Relief, a déployé une

réponse coordonnée, multisectorielle et centrée sur les besoins des plus vulnérables. Ceci grâce au financement de ECHO et de l'Union des Émirats Arabes Unis. Les violences sexuelles et autres formes de VBG, de même que les violences psychologiques ont été exacerbées par les déplacements de population. Pour y faire face, l'OMS et l'UNFPA ont mené deux sessions de formation intensives à Gozbeida ayant rassemblé 70 acteurs (professionnels de santé, forces de sécurité, acteurs judiciaires, travailleurs sociaux et représentants d'ONG) issus des districts sanitaires de Ouaddaï et du Sila. L'objectif étant de renforcer les capacités à prendre en charge, de manière professionnelle et empathique, les cas de viol, de violences conjugales, ou encore les soins liés à l'avortement sécurisé.

Basés sur les directives actualisées de l'OMS, les modules ont mis l'accent sur une approche humaine et centrée sur la survivante : accueil sans jugement, respect du consentement, confidentialité, coordination multisectorielle. A l'issue de ces formations, le personnel de santé formé a affirmé être désormais activement engagé à reconnaître les VBG comme des urgences de santé publique, au-delà de leur dimension sociale.

S'agissant de l'offre de Soins de santé essentiels dans les formations sanitaires, elle a été renforcée grâce aux Cliniques Mobiles mises en place dans dix districts sanitaires de l'Est du pays, d'équipes pour le soutien psychosocial ainsi que des équipes mobiles mises en place par l'OMS et ses partenaires en vue d'une réponse sanitaire d'urgence fondée sur quatre piliers :

1. Déploiement de Cliniques Mobiles : Pour atteindre les zones les plus enclavées.
2. Renforcement des Capacités : Du personnel de santé local et communautaire.
3. Sensibilisation Communautaire : Sur la nutrition, la santé mentale, la prévention des maladies et l'hygiène.
4. Coordination Inter-agences : Renforcée, garantissant la cohérence et la rapidité des interventions.



Ces efforts ont permis de réaliser entre mars et juin 2025, dans dix (10) districts sanitaires (Goz Beida et Koukou Angarana (Sila), Hadjer-Hadid, Adré, Chokoyane et Amleyouna (Ouaddaï), Iriba, Guéréda, Koursigué et le site d'Iridimi (Wadi Fira) :

- **1 300+ consultations prénatales**
- **128 accouchements assistés**
- **639 cas de malnutrition aiguë (sévère et modérée) pris en charge**
- **333 cas de paludisme traités, sans décès**
- **280 enfants complément vaccinés**
- **31 patients suivis pour des troubles mentaux**
- **Plus de 8 000 personnes sensibilisées par les relais communautaires**

La couverture géographique étendue, la diversité des services offerts et la régularité des interventions illustrent une réponse significative et adaptée aux besoins des populations les plus vulnérables. À Koursigué, dans la province du Wadi Fira, un agent de santé témoigne : « Grâce aux cliniques mobiles et aux activités de sensibilisation menées dans la zone, nous constatons une nette amélioration de la fréquentation des centres de santé et une meilleure prise en charge des cas de malnutrition chez les enfants. » À Koloye, Amina, une réfugiée enceinte de 7 mois, partage son soulagement : « Avant, il fallait marcher des heures pour voir une sage-femme. Aujourd'hui, elles viennent jusqu'à nous. Je me sens en sécurité pour mon accouchement. »

Défis persistants et vision d'Avenir pour une Réponse Durable et Équitable.

Malgré ces avancées, les défis logistiques restent nombreux entre autres : l'insuffisance de mobilisation des ressources pour la réponse, l'insécurité dans certaines localités impraticabilité des routes surtout en ce début de saison pluvieuse, absence de réseau téléphonique et internet dans certaines localités, etc. La mobilisation conjointe des autorités sanitaires, des partenaires techniques et des communautés locales constitue une dynamique porteuse d'espoir.

Le soutien de l'OMS, à travers les fonds Emirats Arabes Unis (EAU), s'est révélé déterminant pour renforcer la résilience des systèmes de santé locaux et répondre efficacement aux besoins urgents des populations vulnérables.

« Ce soutien a permis de consolider les capacités locales et d'apporter des réponses adaptées sur le terrain », souligne Abdelatif Ali Chogar, Chef de projet à ADESOH. À Hadjer-Hadid, le coordinateur de BASE partage le même constat : « L'appui de l'OMS via les fonds EAU a été essentiel pour renforcer les services de santé de proximité et répondre aux attentes des communautés en situation de grande vulnérabilité. »

En conjuguant assistance clinique, soutien psychosocial, nutrition, prévention et coordination intersectorielle, l'OMS et ses partenaires dessinent une réponse sanitaire humanitaire fondée sur l'équité, la dignité et la résilience. À l'Est du Tchad, cette stratégie sauve des vies, restaure la confiance et redonne espoir aux communautés, mais le défi persistant de la mobilisation des ressources risque de la compromettre la pérennité des actions menées

« Ce jour-là, je pensais que ma vie était brisée à jamais. Mais quand j'ai été reçue par l'équipe de santé, j'ai senti pour la première fois que j'étais écoutée, respectée et soutenue. Grâce à leur aide, je me remets progressivement des traumatismes que j'ai subis et retrouve peu à peu ma force. » — raconte Mariam (nom modifié), survivante de violences sexuelles à Gozbeida

Le Tchad élimine la maladie du sommeil : Une victoire contre les maladies tropicales négligées



Le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur général de l'OMS, a salué cette avancée : « Je félicite le gouvernement et le peuple tchadiens pour cette réalisation remarquable. L'objectif d'éliminer ces maladies dans 100 pays d'ici 2030 est désormais plus proche et à portée de main. »

Perspectives

Le ministre de la Santé publique et de la Prévention, le Dr Abdel Madjid Abderahim Mahamat, recevant le certificat d'élimination lors de la 78ème Assemblée Mondiale de la santé en Mai dernier à Genève a déclaré : « Ce succès reflète notre engagement collectif. Nous poursuivrons nos efforts pour lutter contre d'autres maladies tropicales négligées et garantir un avenir plus sain pour tous les Tchadiens. »

Les prochaines étapes incluent le maintien des efforts de dépistage et de surveillance, l'extension des stratégies efficaces à d'autres maladies comme la schistosomiase, et la mobilisation continue des communautés et partenaires.

L'OMS qui a joué un rôle capital en fournissant un soutien technique et financier pour les activités de surveillance, de dépistage et de traitement de la maladie du sommeil au Tchad, continuera à accompagner le pays pour maintenir cet acquis.

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a officiellement validé l'élimination de la trypanosomiose humaine africaine (THA), aussi appelée maladie du sommeil, en tant que problème de santé publique au Tchad. Cette réalisation marque une étape décisive dans la lutte contre les maladies tropicales négligées (MTN).

Le Tchad devient le 51ème pays au monde à éliminer la maladie du sommeil comme problème de santé publique. Cette avancée est le résultat de plusieurs années de surveillance active, de dépistage ciblé, et de lutte contre la mouche tsé-tsé, vecteur de la maladie. Les interventions menées avec l'appui de l'OMS qui ont abouti à ce résultat ont consisté en :

- Surveillance active et dépistage ciblés : Des missions de dépistage ont permis d'identifier rapidement les cas suspects et d'interrompre la chaîne de transmission.
- Lutte contre la mouche tsé-tsé : Des pièges et des traitements insecticides ont été déployés dans les zones à risque, accompagnés d'une sensibilisation communautaire.
- Accès au diagnostic et au traitement : Des

équipes mobiles ont assuré le dépistage précoce et l'accès rapide aux traitements, évitant ainsi les formes graves et les décès.

- Système de surveillance pérenne : Une vigilance épidémiologique continue a été mise en place pour réagir immédiatement en cas de résurgence

Résultats obtenus

- Zéro cas signalé : Aucun cas de maladie du sommeil n'a été signalé depuis plusieurs années.
- Renforcement des capacités locales : Les efforts de dépistage et de traitement ont été renforcés, permettant une meilleure gestion de la maladie

Le Tchad a célébré la 77^e Journée mondiale de la santé 2025



"La célébration de cette journée nous offre la meilleure occasion pour sensibiliser les différents acteurs et les encourager à investir davantage dans des interventions à fort impact dont il est prouvé qu'elles sauvent la vie des femmes et des nourrissons, ainsi qu'à accorder une plus grande attention à la santé et au bien-être des femmes, en particulier pendant la période qui suit l'accouchement. Au cours de la journée, les différentes activités nous permettront également de sensibiliser la population pour une meilleure résilience" Dr Abdelmadjid Abderahim, Ministre de la Santé publique et de la Prévention. Le Tchad a célébré avec éclat la Journée mondiale de la santé, édition 2025, journée qui commémore la date de création de l'OMS en 1948, placée sous le thème inspirant : « Une bonne santé à la naissance pour un avenir plein d'espoir ». À travers une série d'activités marquantes organisées à N'Djamena, Adré, localité abritant les réfugiés soudanais et dans d'autres localités, les autorités sanitaires, les partenaires techniques et financiers, les agences des Nations Unies, ainsi que la société civile ont uni leurs voix pour plaider en faveur de la santé maternelle, néonatale et infantile.

Une célébration nationale de grande envergure

La cérémonie officielle tenue le 7 avril 2025 à N'Djamena, a été présidée par le Ministre de la Santé publique et de la Prévention, Dr Abdelmadjid Abderahim, entouré de la Ministre d'État, ministre de la Femme et de la Petite Enfance, Mme Amina Priscille Longoh, du Coordonnateur résident du Système des Nations Unies, Dr François Batalingaya, et de la Représentante de l'OMS au Tchad, Dr Blanche Anya. Elle a été précédée par une déclaration radiotélévisée de l'OMS, prononcée le 6 avril par Dr Anya.

Dans son discours, la Représentante de l'OMS a lancé un appel vibrant à intensifier les efforts pour éradiquer les décès maternels et néonataux évitables, en mettant l'accent sur des soins de qualité, un suivi rigoureux de la grossesse et un soutien postnatal renforcé. « La santé de la mère et du nouveau-né constitue le pilier d'un avenir plein d'espoir pour nos familles et nos communautés », a-t-elle souligné.



Mobilisation multi-acteurs et plaidoyer pour des soins de qualité

La journée a été marquée par un panel de haut niveau réunissant des professionnels de santé, des représentants de la société civile et des responsables gouvernementaux pour débattre des enjeux liés à la santé maternelle et infantile. Les participants ont mis en lumière les meilleures pratiques pour prévenir les décès évitables, encourager les accouchements en structures de santé et promouvoir l'espacement des naissances.

Des stands interactifs d'information et de sensibilisation, installés dans le hall du Ministère des Affaires étrangères, ont accueilli plus de 200 visiteurs. Ces stands ont permis aux participants de poser leurs questions à des experts, d'obtenir des conseils personnalisés et de repartir avec des brochures éducatives. Des ONG nationales comme ADES et ADHESO, ainsi que les agences des Nations Unies (OMS, UNICEF, UNFPA, UNV...), y ont pris une part active.

Quand l'assistance financière redonne vie aux femmes en crise dans la province du Lac Tchad!

La province du Lac Tchad : Un contexte de vulnérabilité extrême

Située à l'ouest du Tchad, la province du Lac est une région frontalière avec le Nigeria, le Niger et le Cameroun. Elle est une région insulaire et marécageuse fortement impactée par l'insécurité due à l'extrémisme violent (Boko Haram depuis 2015), aux conflits intercommunautaires et aux changements climatiques. Dans ce contexte, les femmes et les enfants sont les plus affectés. L'initiative de l'UNFPA vise à offrir une indépendance financière et à renforcer la résilience face aux violences basées sur le genre (VBG).

Les transferts monétaires : Une solution puissante pour l'autonomisation

Les transferts monétaires sont une approche clé dans l'aide humanitaire. Ils garantissent la sécurité et la dignité des femmes et des filles, tout en renforçant leur résilience et leur autonomisation en temps de crise. Le projet de l'UNFPA au Tchad, axé sur le renforcement des droits et moyens de subsistance, utilise cette méthode pour soutenir les groupements féminins. L'accès direct aux ressources financières permet aux femmes de prendre des décisions économiques, d'investir dans des activités génératrices de revenus, et d'améliorer leur bien-être familial. Cette approche favorise une transformation sociale durable, faisant des femmes des actrices essentielles au développement local.

De l'espoir ... ! Mariam Mahamat et Mariam Mbodou

Mariam Mahamat, mère de cinq enfants, a perdu son mari en 2017 suite à une attaque. Malgré cette tragédie, elle a fait preuve d'une incroyable résilience. Grâce à un soutien financier de l'UNFPA en août 2024, elle a pu développer son petit commerce de légumes et épices, acheter un réfrigérateur et fabriquer du yaourt. Elle réalise aujourd'hui des bénéfices substantiels, couvrant les besoins alimentaires et la scolarité de ses enfants.



Mariam Mbodou, mère de neuf enfants, est une autre preuve de cette autonomie retrouvée. Un appui en espèces de l'UNFPA lui a permis de développer un commerce de fruits et légumes. Elle achète à N'Djamena et revend à Bagassola, couvrant ainsi les besoins de sa famille et les frais de scolarité de son fils aîné.



L'engagement de l'UNFPA pour la dignité, droits et potentiel féminin

Pour l'UNFPA, l'autonomisation des femmes est cruciale pour garantir leur dignité et leurs droits, notamment en matière de santé sexuelle et reproductive. Face aux multiples violences auxquelles elles sont exposées dans la province du Lac, soutenir les femmes n'est pas un choix mais une nécessité. Au-delà de l'aide d'urgence, l'assistance financière libère le potentiel féminin. Elle permet de renforcer la santé reproductive, l'autonomisation des jeunes, et la lutte contre VBG. En soutenant l'autonomie économique, cette stratégie réduit les risques de violence et promeut l'égalité des sexes. C'est une avancée significative vers un avenir où chaque femme et chaque fille au Tchad peut vivre librement et en sécurité.

Le gel du financement met en péril la santé sexuelle reproductive des femmes et jeunes filles !



Un afflux croissant de réfugiés face à des ressources en baisse

L'Est du Tchad est confronté à une crise prolongée avec l'arrivée continue de réfugiés soudanais, fuyant la violence. En combinant les anciennes et les nouvelles arrivées, le nombre total de réfugiés soudanais au Tchad dépasse les 1,2 million. Il sont accueillis dans 37 villages des provinces de l'Est. Chaque semaine, des milliers de nouvelles personnes aisées, exacerbent une situation déjà critique.

Des besoins en explosion, des moyens en chute libre

Malgré l'augmentation exponentielle des besoins, les financements humanitaires diminuent de manière alarmante. Ce gel des fonds met en péril les services essentiels, notamment ceux dédiés à la santé sexuelle et reproductive des femmes et des filles.



Impacts critiques sur les services de santé

Centre de santé de Farchana : Couvrant plus de 60 000 personnes, le centre ne dispose plus que de 10 personnels sous contrat, contre 32 en 2024. « Et pourtant, même à 32, on n'arrivait pas à répondre efficacement aux besoins », déplore DOUFENE OUASSALET, responsable du centre. Le service de maternité du centre accueille en moyenne 16 000 femmes par mois pour des services vitaux : consultations prénatales, accouchements, postnatales et planification familiale. Ce volume, combiné à la réduction drastique du personnel, accroît le risque de complications non prises en charge et de violations des droits fondamentaux en santé.

Amina, la trentaine, reçue au centre de santé de Farchana pour une consultation prénatale déplore la longue attente depuis que le nombre du personnel a diminué par faute de financement. "Je suis arrivée au centre de santé très tôt ce matin pour une consultation prénatale, mais cela fait déjà plusieurs heures que j'attends. Il y a trop de femmes et pas assez de sages-femmes. Avant, on ne mettait pas autant de temps, mais maintenant, on dirait que tout ralentit. C'est décourageant, surtout pour nous les femmes enceintes qui avons besoin de soins réguliers et rapides. Je suis aussi surprise de ne plus trouver certains médicaments qu'on recevait avant sans problème. Moi qui suis au septième mois de grossesse, avant, ces médicaments étaient toujours disponibles. Les agents de santé nous disent que c'est parce qu'il n'y a plus assez de financements. Si le soutien continue à diminuer, je crains pour la santé de mon bébé et celle de toutes

les femmes du camp. On ne peut pas nous oublier maintenant," se lamente Amina. Camp d'Arkoum : Avec plus de 50 000 réfugiés et 20 000 habitants hôtes, les infrastructures et le personnel sont largement insuffisants. Seulement sept sages-femmes gèrent deux camps, compromettant gravement la qualité des soins prénataux, des accouchements et de la planification familiale. Chaque mois, plus de 700 femmes bénéficient de consultations prénatales, plus de 100 accouchements sont réalisés et plus de 100 personnes sollicitent des services de planification familiale. Pourtant, le centre de santé du camp peine à assurer ces soins vitaux, faute de ressources adéquates. Selon le responsable du centre Ahmat Goukouni Bichara, seulement sept sages-femmes sont disponibles pour gérer deux camps, couvrant une population de plus de 70 000 habitants. Cette pénurie de personnel qualifié compromet gravement la qualité des soins et met en danger la santé des femmes et des nouveau-nés.

District Sanitaire d'Adré : Face à l'afflux direct du Soudan, la population a explosé à plus de 516 000 personnes. Neuf nouvelles structures sanitaires ont été créées, mais le retrait des partenaires suite au gel des financements affaiblit la capacité de réponse. Les femmes et les filles sont les premières victimes de ce manque de services. « Au début, plusieurs partenaires étaient présents pour nous appuyer. Mais avec le gel du financement, ils se sont retirés ou ont drastiquement réduit leur soutien », explique le médecin chef du district d'Adré, Dr Mahamoud Adam Ahmat.

L'engagement continu de l'UNFPA et l'appel à la communauté internationale

L'UNFPA continue de soutenir les populations concernées en fournissant du personnel, des équipements, des kits et des formations en santé sexuelle et reproductive. Cependant, le Dr Mahamoud Adam Ahmat, médecin chef du district d'Adré, lance un appel pressant à la communauté internationale. Il insiste sur l'urgence de repenser les mécanismes de financement et d'assurer une meilleure coordination pour éviter l'effondrement du système de santé et garantir une prise en charge digne des populations vulnérables. Cette crise met en évidence l'urgence d'une mobilisation accrue des organisations humanitaires et des autorités compétentes pour améliorer les conditions sanitaires des réfugiés. Sans une intervention rapide et coordonnée, les risques pour la santé des populations vulnérables continueront de s'aggraver. Il est temps de reconnaître l'ampleur du problème et d'apporter des solutions concrètes pour garantir un accès équitable aux soins de santé essentiels.

La protection et assistance aux réfugiés préoccupe les plus hautes autorités.



La situation humanitaire à l'est du Tchad a fait l'objet d'une réunion dans l'après-midi du lundi, 23 juin 2025.

C'est le Ministre d'État, Ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration africaine et des Tchadiens de l'étranger, Son Excellence Dr Abdoulaye Sabre Fadoul, qui a représenté le Premier Ministre à cette réunion, avec à ses côtés, le Ministre de l'Action Sociale, de la Solidarité et des Affaires humanitaires, Mme Zara Mahamat Issa.

Cette réunion a mobilisé les partenaires techniques et financiers du Tchad notamment ceux œuvrant dans le domaine humanitaire.

La protection des réfugiés et le récent incident survenu sur le site des réfugiés de Kariari dans l'Ennedi-Est ont retenu l'attention des participants. Certains ont insisté sur la relocalisation de certains camps des réfugiés loin des frontières.

L'idée, c'est qu'il faut éviter que les besoins d'existence entraînent les réfugiés à participer aux conflits armés et aux affrontements,

Ce qui constitue une insécurité pour le pays.

Les partenaires humanitaires ont saisi cette occasion pour saluer l'hospitalité légendaire du Tchad, qui n'a pas hésité à ouvrir ses frontières aux personnes victimes des conflits au Soudan voisin.

Un acte humaniste qui, selon le Gouvernement tchadien, mérite d'être soutenu à plus d'un titre. C'est ainsi que le Ministre d'Etat Dr Abdoulaye Sabre Fadoul a attiré l'attention de la communauté internationale sur l'effort du Tchad qui s'effrite peu à peu faute des soutiens conséquents.

Au regard de cette situation et sans le renforcement de la réponse internationale, l'État tchadien envisage de fermer ses frontières. Toutefois, la réunion recommande la réactivation du cadre de concertation régulière entre les acteurs humanitaires et les institutions de l'État pour l'efficacité des interventions sur le terrain.



CÉLÉBRATION DE LA JOURNÉE MONDIALE DU RÉFUGIÉ – 20 JUIN 2025

N'Djamena, le 20 juin 2025 – La Ministre de l'Action sociale, de la Solidarité et des Affaires humanitaires, Mme [Zara Mahamat Issa](#), a présidé, ce matin à N'Djamena, la cérémonie de commémoration de la Journée mondiale des réfugiés. Cette journée rend hommage au courage et à la résilience des réfugiés contraints de fuir leurs pays en laissant tout derrière eux.

Placée cette année sous le signe de la Solidarité, la JMF appelle à des actions concrètes en faveur des réfugiés : respect de leurs droits, accès à la sécurité, recherche de solutions durables et plaidoyer pour la paix afin qu'ils puissent, un jour, rentrer chez eux en toute sécurité.

Selon la Ministre Zara MAHAMAT ISSA, le Gouvernement tchadien, fidèle à sa politique d'inclusion, a créé le Ministère en charge des Affaires Humanitaires pour améliorer, dans la mesure du possible, les conditions de vie des personnes réfugiées au Tchad. En 2025, cette journée se déroule dans un contexte mondial marqué par des crises politiques, climatiques et économiques qui poussent des millions de personnes à l'exil, devrait-elle ajouter.

Selon le HCR, plus de 26 millions de réfugiés sont recensés dans le monde. Le Tchad, quant à lui, accueille plus de 2 millions de personnes déplacées, dont 1,5 million de réfugiés répartis dans l'Est, le Sud, l'Ouest du pays et à N'Djamena. Depuis avril 2023, plus de 851 000 réfugiés soudanais ont trouvé refuge sur le territoire tchadien.

La Cheffe du Département des Affaires Humanitaires a rappelé que, les défis sont nombreux : accès à un abri, à l'éducation, aux soins de santé. Il est donc essentiel de promouvoir le dialogue interculturel pour briser les stéréotypes et renforcer la cohésion sociale. Étaient présents : le Coordonnateur résident du système des [United Nations Chad - Nations Unies Tchad](#), le Représentant du [UNHCR Tchad](#), les Représentants résidents des agences onusiennes, le Secrétaire permanent de la CNARR, le Directeur Général de l'ONASA, le représentant du Ministre de la Justice, les cadres du Ministère ainsi que des représentants d'institutions publiques et privées.

La FAO inquiet de l'impact des interventions en faveur des populations de l'Est du Tchad en cette période de crise financière



Au milieu d'une crise humanitaire croissante exacerbée par l'afflux massif des réfugiés et le gel des financements qui frappe de plein fouet les agences des Nations Unies, le représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) au Tchad a effectué récemment une visite dans les provinces de l'Est du pays afin de s'enquérir de l'impact des interventions de la FAO en faveur des populations de l'Est du Tchad qui est devenu un épicrocent de crise humanitaire provoquée par l'arrivée massive des réfugiés fuyant les conflits et la guerre au Soudan.

L'afflux massif des réfugiés a mis une pression considérable sur les ressources naturelles de la région, exacerbant ainsi l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité des communautés sur l'ensemble des provinces septentrionales du pays. La FAO, en tant

qu'acteur majeur de soutien au Gouvernement en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle a mis en œuvre divers programmes pour soutenir ces populations.

La visite du représentant de la FAO a permis d'évaluer les réalisations et les lacunes éventuelles des interventions de son institution. Les échanges directs avec les bénéficiaires ont mis en lumière les besoins urgents en matière de semences, d'outils agricoles, de soutien à l'élevage et de formation aux techniques résilientes face au changement climatique. Nombre de bénéficiaires ont exprimé leur gratitude pour l'appui reçu, soulignant son rôle vital dans leur survie et leur capacité à reconstruire leurs vies. Cependant, un nuage sombre plane sur ces efforts.

Le gel des financements qui affecte actuellement les agences des Nations Unies au Tchad affecte gravement la capacité de la FAO à maintenir et à étendre ses programmes. Cette situation est une source de vive préoccupation, car elle risque de compromettre les progrès réalisés et de plonger davantage de personnes dans la précarité.

Lors des différentes rencontres aussi bien avec les autorités qu'avec les bénéficiaires, le représentant de la FAO a réaffirmé l'engagement de son institution à soutenir les populations les plus vulnérables du Tchad. Il a également exprimé sa préoccupation face à la diminution des ressources, soulignant la nécessité d'une action urgente de la part de la communauté internationale pour éviter une aggravation de la crise humanitaire. "Nous sommes face à une situation où des vies sont en jeu", a-t-il déclaré. "Le gel des financements ne fait qu'amplifier les souffrances de milliers

de personnes qui dépendent de notre aide pour se nourrir et se relever."

La visite a également été l'occasion de rencontrer les autorités locales et les partenaires humanitaires afin de coordonner les efforts et de plaider en faveur d'un soutien accru. Tous s'accordent sur l'urgence de mobilisation de fonds pour répondre aux besoins croissants et éviter une catastrophe humanitaire de grande ampleur.

Alors que l'Est du Tchad continue de faire face à de gros défis, la visite du représentant de la FAO constitue un rappel poignant de l'importance de l'aide humanitaire et du rôle crucial des agences onusiennes. Elle met également en lumière la nécessité pressante pour les donateurs de réactiver leurs financements. L'avenir de milliers de familles dans l'Est du Tchad dépendra de la rapidité et de la générosité de la réponse internationale.

Face au gel du financement, la FAO renforce la sécurité alimentaire et nutritionnelle à 1 million de dollar.



Le Représentant Adjoint de la FAO au Tchad, Marc MANKOUSSOU et le Délégué Général du Gouvernement auprès de la Province du Wadi Fira, DJIMBAYE KAMNDOH ont procédé au lancement officiel du projet « Amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et autonomisation des femmes au sein des communautés affectées par la crise soudanaise dans la province du Wadi Fira.», financé par le gouvernement japonais à hauteur de 1.000.000 \$US.

Il faut rappeler que le Tchad est aujourd’hui une terre d’accueil des personnes victimes des conflits dans les pays voisins. C’est ainsi qu’il accueille les réfugiés soudanais et des retournés tchadiens dans les trois provinces de l’Est à savoir le Wadi-Fira, le Ouaddaï, le Sila et l’Ennedi Est. Leurs arrivées massives depuis le 15 avril 2023 continue à mettre la pression sur les ressources déjà exacerbées par les effets du dérèglement climatique dans la zone. Le gouvernement tchadien estime que leur nombre pourrait atteindre 973.000 personnes d’ici la fin de l’année 2025. Ainsi, la province de Wadi Fira comptait 196.060 nouveaux réfugiés, dont près de 58% des personnes enregistrées sont des femmes et des filles. Toutes sont en situation de vulnérabilité et viennent s’ajouter aux autochtones déjà fragilisés par les situations d’insécurité alimentaire et de malnutrition ainsi que par l’augmentation vertigineuse des prix des denrées alimentaires.

Les dernières analyses du Cadre Harmonisé sur l’insécurité alimentaire ainsi que celle de la classification de la malnutrition donnent des projections alarmantes sur la dégradation de la situation dans la zone. Elles indiquent que le Wadi Fira fait partie des provinces où les ménages risqueraient de basculer dans une situation de crise si aucune intervention idoine n’est entreprise urgemment. Tout cet état de fait, advient, dans un

contexte mondial très défavorable caractérisé, entre autres, par la réduction générale des financements au niveau international. En effet, seuls 36.5% des 146 millions de dollars requis par le cluster sécurité alimentaire dans le cadre du plan de réponse ont pu être mobilisés en 2024.

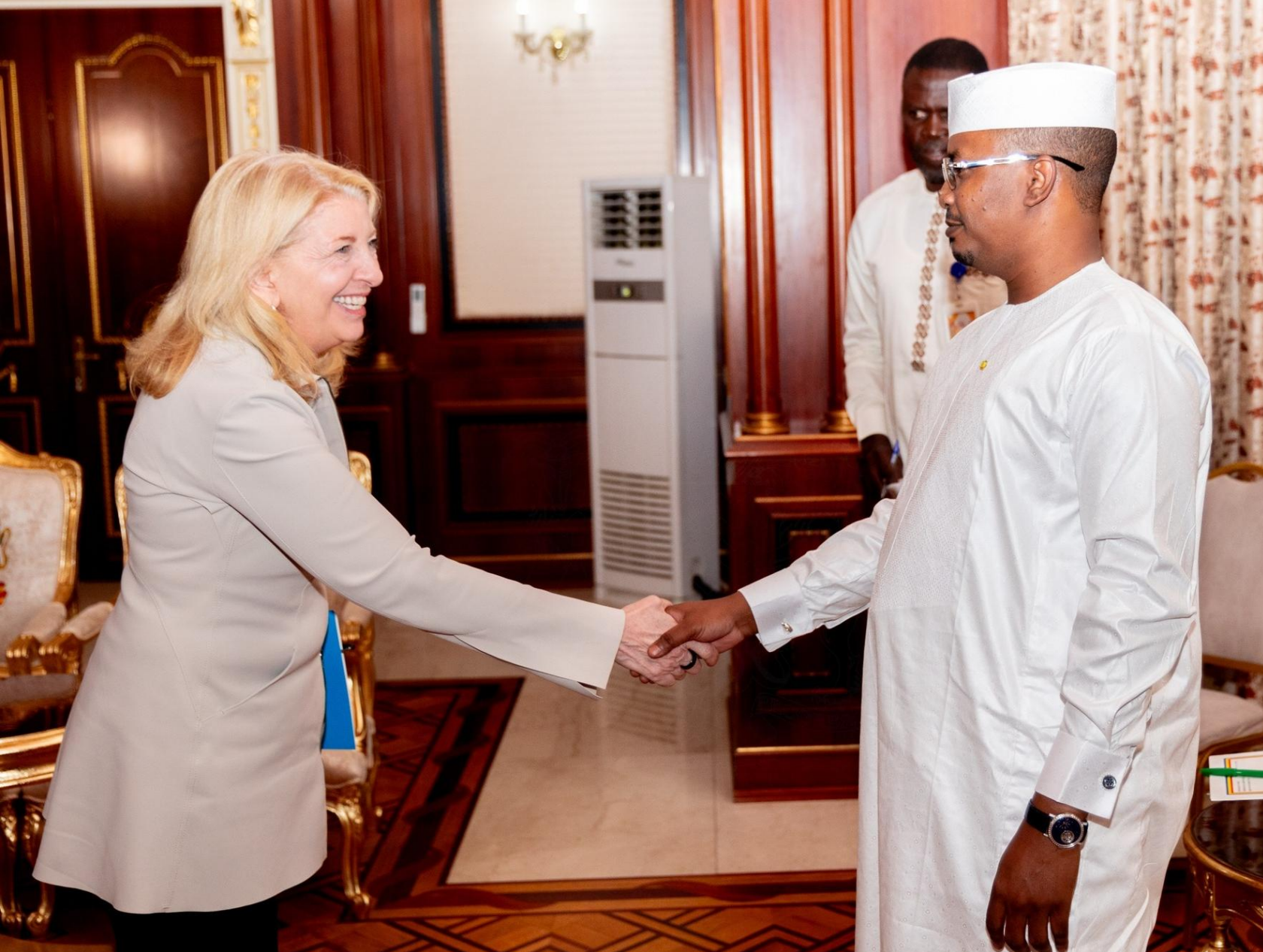
Marc Mankoussou a indiqué que la FAO, en sa qualité de partenaire stratégique du gouvernement sur les questions de développement agricole et rurale, lance ce projet ayant pour objectif de renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la cohésion sociale et l’autonomisation des communautés affectées par la crise soudanaise dans la province du Wadi Fira.

Pour sa mise en œuvre, l’Organisation travaillera avec les services déconcentrés de l’agriculture, de l’élevage, du développement rural et des actions sociales de l’Etat. L’intervention soutiendra 700 ménages composés d’agriculteurs et d’éleveurs, et interviendra dans le renforcement des dynamiques communautaires à travers les travaux à haute intensité de main d’œuvre, la foire aux intrants agricoles et l’exploitation des données agrométéorologiques, a-t-il ajouté. Des travaux de construction ou de réhabilitation des infrastructures hydroagricoles seront également effectués.

Dans son discours, M. DJIMBAYE KAMNDOH a déclaré que « depuis le début du conflit au Soudan en avril 2023, la Province a accueilli un nombre important de réfugiés mettant une pression considérable sur nos ressources et infrastructures déjà limitées. Ce projet, renchérit-il, arrive à point nommé pour apporter un soutien concret aux communautés affectées. Les interventions prévues, telles que la fourniture d’intrants agricoles, le soutien à l’élevage, les transferts monétaires, entre autres permettront non seulement d’améliorer la sécurité alimentaire des bénéficiaires, mais aussi de promouvoir l’autonomisation des femmes qui jouent un rôle crucial dans le développement socio-économique local. Ensemble, fini-t-il son allocution, nous pouvons bâtir des communautés plus résilientes, où chaque femme et chaque homme a la possibilité de vivre dans la dignité et dans la sécurité ».

Il est à noter que la FAO, à l’instar des autres agences sœurs du Système des Nations Unies, met en place les stratégies de collaboration avec le gouvernement à travers les différents ministères spécialisés dans le secteur agro-sylvo-pastoraux et halieutiques. Ces collaborations stratégiques constituent des facteurs de renforcement de la coopération entre la FAO et le gouvernement Tchadien.





Du 21 au 23 juin, la Directrice exécutive de l'**UNICEF**, Catherine Russell, était en visite au Tchad.

À cette occasion, elle a rencontré le Président de la République, Son Excellence le Maréchal **Mahamat Idriss Deby Itno** pour échanger et réaffirmer le soutien de l'UNICEF aux objectifs du gouvernement tchadien en faveur des enfants.

A N'Djamena, Madame Russell a participé à une séance de vaccination dans le cadre de la campagne nationale contre la poliomyélite. Elle s'est également rendue dans la province du Ouaddaï dans l'est du pays, où elle a rencontré les populations locales ainsi que

réfugiées, en majorité des femmes et enfants ayant fui le conflit dévastateur au Soudan. Elle a pu constater la générosité des populations hôtes et les efforts déployés sur le terrain, avec le soutien de l'UNICEF et partenaires, pour apporter aux enfants et communautés l'eau, les soins de santé, l'appui nutritionnel, le soutien psychologique et d'autres services essentiels.

La Directrice exécutive de l'UNICEF a constaté l'ampleur des besoins face à la crise, et salué le travail des équipes humanitaires qui agissent chaque jour avec engagement et humanité pour chaque enfant.



Dix femmes honorées pour leur engagement en faveur de la paix au Tchad

Dans une atmosphère empreinte d'émotion et de reconnaissance, dix femmes exceptionnelles ont été célébrées lors de la toute première édition du Prix d'Excellence Féminine pour la Paix, organisée au Radisson Blu. Cette initiative, portée par le PNUD en partenariat avec le Ministère de la Femme et de la Protection de l'Enfance, vise à rendre hommage à des femmes qui, entre 2021 et 2024, ont œuvré de manière remarquable à la consolidation de la paix au Tchad.

La cérémonie a rassemblé des autorités gouvernementales, des représentantes d'organisations internationales, des membres de la société civile ainsi que des partenaires au développement. Les dix lauréates ont été sélectionnées parmi des dizaines de candidatures pour leur impact positif dans divers domaines : la médiation communautaire, l'éducation à la paix, les droits humains, le sport, la culture, les médias, l'engagement des jeunes, la promotion de la paix par les traditions ou encore l'inclusion des personnes handicapées.

Chacune d'elles incarne un parcours inspirant et un engagement profond en faveur du vivre-ensemble. En recevant leurs trophées, les lauréates ont rappelé que la paix ne se décrète pas, elle se construit au quotidien, dans les foyers, les écoles, les quartiers et les zones de conflit.

« Ce prix n'est pas seulement une reconnaissance personnelle, c'est un appel à continuer d'agir, à mobiliser

nos communautés, et à transmettre le flambeau aux jeunes générations », a déclaré l'une des lauréates sous un tonnerre d'applaudissements.

Le PNUD, partenaire stratégique de cette initiative, a salué une démarche qui contribue à inscrire les femmes au cœur des processus de prévention des conflits et de consolidation de la paix, conformément aux objectifs de développement durable et à la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité.

Ce prix, a pour ambition d'encourager davantage de femmes à s'engager dans la construction d'un Tchad uni, résilient et pacifique.

- Il s'agit de:
- Prix Ambassadrice Culturelle pour la Paix, Mme Matibeye Geneviève
 - Prix femme leader de médias : Mme Zara Mahamat Yacoub
 - Prix Femme en situation de Handicap pour la paix, Mme Ache Mahamat Abdoulaye
 - Prix d'Excellence de l'athlète pour la Paix, Mme Hallas Maria
 - Prix Leader Traditionnelle, Mme Djanbeye Rebbeca
 - Prix Femme rurale pour la Paix, Mme Hawa Tom
 - Prix d'Excellence en Médiation, Mme Achta Djibrine Sy
 - Prix Championne des droits humains, Mme Djiraibe Delphine
 - Prix Championne de l'éducation et de la sensibilisation, Mme Irène Fouryaba
 - Prix jeune femme leader, Mme Roukhaya Mahamat Traoré.

★ LES LAURÉATES



ACHTA
DIBRINE SY



ROUKAYA
MAHAMAT
TRAORÉ



DJIRAIBE
DELPHINE



ZARA
MAHAMAT
YACOUB



DJAMBAYE
REBECCA



IRENE
FOURYABA



MATIBEYE
GENEVIÈVE



ACHE
MAHAMAT
ABDOULAYE



HALLAS
MARIA



HAWA TOM

Le Tchad bâtit son avenir cinématographique avec l'appui de l'UNESCO et de l'Union européenne

Du 22 au 25 avril 2025, N'Djamena a accueilli une consultation nationale inédite pour l'élaboration du futur Code du cinéma tchadien. Soutenue par l'UNESCO et financée par l'Union européenne, cette initiative marque un tournant historique pour structurer et dynamiser l'industrie cinématographique tchadienne, en offrant de nouvelles perspectives aux créateurs et aux acteurs culturels du pays.

Sous l'impulsion du ministère du Développement Touristique, de la Culture et de l'Artisanat, cette vaste consultation nationale vise à doter le secteur cinématographique d'un code moderne et ambitieux. Cette démarche s'inscrit dans un programme plus large de l'UNESCO et de l'Union européenne visant à renforcer l'économie créative dans huit pays d'Afrique, d'Asie et des Caraïbes, dont le Tchad.

Pour l'UNESCO, l'élaboration de ce code cinématographique représente une étape cruciale pour le développement du secteur culturel au Tchad. En structurant l'industrie cinématographique, le pays vise à créer des opportunités économiques, à préserver son patrimoine culturel et à renforcer sa présence sur la scène internationale. Pour le chef du secteur culture du Bureau régional de l'UNESCO pour l'Afrique centrale, qui a souligné l'importance de cette initiative pour le développement durable du secteur culturel au Tchad : « Le Tchad a franchi une étape décisive dans le développement de son industrie cinématographique avec la tenue d'une consultation nationale pour l'élaboration du Code du cinéma ». Le cinéma est bien plus qu'un art ; c'est un puissant vecteur de dialogue interculturel et de développement économique. Par cette consultation, le Tchad affirme sa volonté de doter ses créateurs d'un cadre propice à l'épanouissement de leur talent, a expliqué M. Dode Houehounha. Il a ajouté que l'UNESCO est fière d'accompagner cette dynamique ambitieuse portée par les autorités tchadiennes, avec le soutien de l'Union européenne.

Le projet de code vise à renforcer l'accès au financement pour les professionnels du secteur, promouvoir la production locale, garantir la protection des œuvres et encourager la diffusion nationale et internationale du cinéma tchadien. Selon M. Souayibou Varissou, cette rencontre avait pour but de structurer l'industrie cinématographique tchadienne, actuellement confrontée à un haut niveau

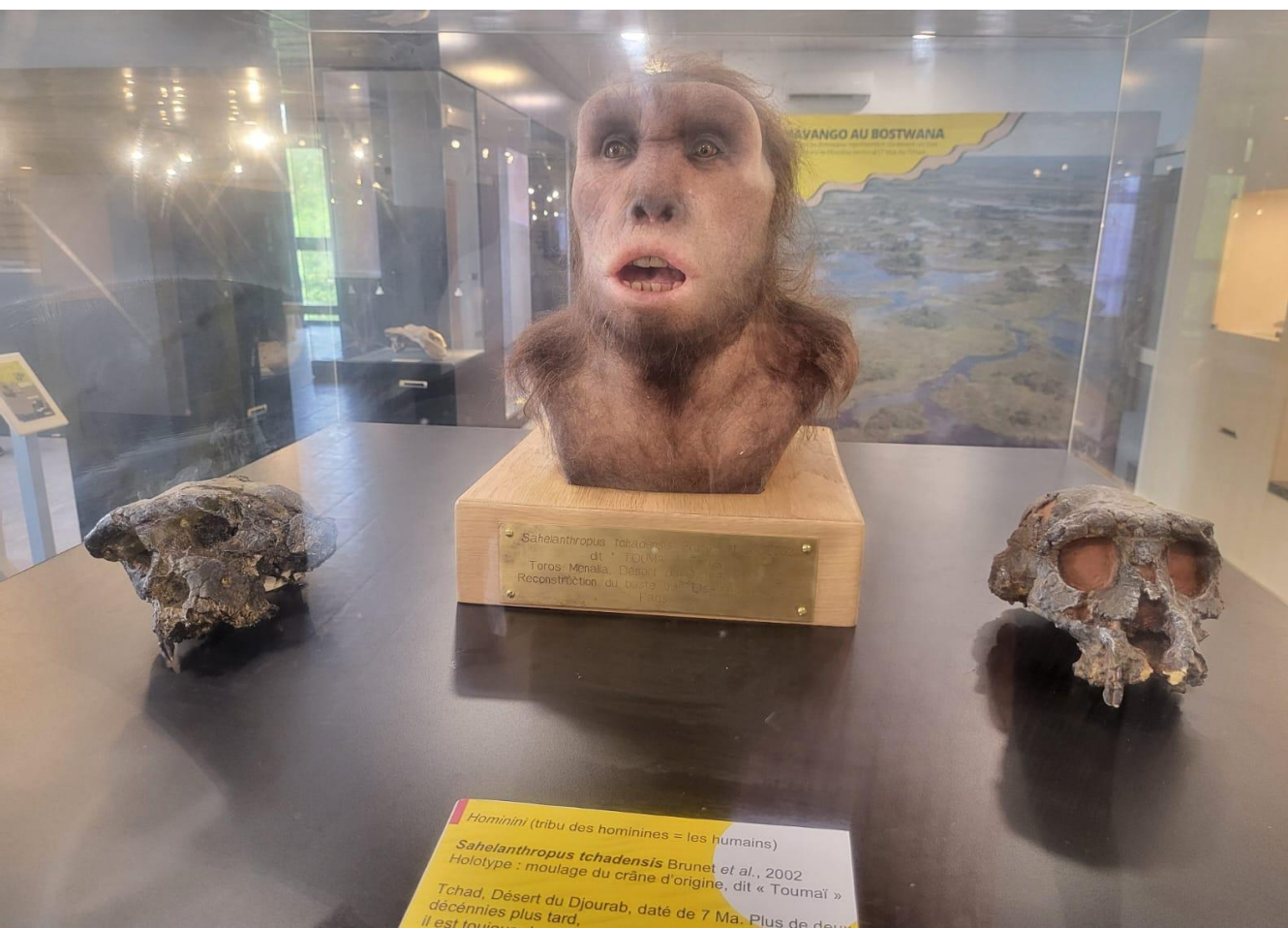
d'informalité et à un manque de financement et de renforcer l'accès au financement pour les professionnels du cinéma d'une part et d'offrir des opportunités de formation afin de promouvoir la diversité des expressions culturelles du pays d'autre part. M. Abdoulaye Ousman Babale, secrétaire général dudit ministère, a souligné l'importance stratégique de cette réforme pour l'économie créative du pays : « Le cinéma est un miroir de notre société, un levier pour notre jeunesse et un ambassadeur de notre culture à travers le monde. Le nouveau code que nous bâtissons ensemble est un acte fondateur pour le Tchad de demain. »

La consultation s'est déroulée dans une atmosphère constructive, nourrie par les expériences comparées de plusieurs pays africains et adaptée aux réalités locales. Les contributions des cinéastes, distributeurs, formateurs et institutions ont permis d'enrichir la première mouture du texte, qui sera bientôt finalisée. Ce travail s'inscrit dans le programme conjoint UNESCO-Union européenne qui vise à renforcer l'économie créative dans les huit pays concernés. À travers ce projet, le Tchad espère créer un environnement favorable à l'éclosion de nouveaux talents, stimuler la création d'emplois dans le secteur culturel et renforcer la place de la culture dans son développement économique et social. Le programme, prévu pour la période 2023-2026, fournit une assistance technique pour améliorer les systèmes de gouvernance des industries culturelles et créatives, en mettant l'accent sur le développement durable. Le projet est mis en œuvre en partenariat avec le ministère du Développement Touristique, de la Culture et de l'Artisanat. Il implique également des consultations avec des cinéastes locaux et d'autres acteurs du secteur culturel pour assurer une approche inclusive et adaptée aux réalités du terrain.

L'atelier a réuni plus d'une trentaine des représentants du secteur culturel tchadien, notamment des cinéastes, des producteurs et des distributeurs acteurs culturels et des consultants internationaux et nationaux spécialisés dans les politiques culturelles. Pendant quatre jours, acteurs culturels, experts nationaux et internationaux se sont réunis pour débattre et proposer les bases d'un texte législatif destiné à structurer un secteur encore largement informel.



À la découverte du berceau de l'humanité : visite du Pavillon de Toumaï



Le 23 avril 2025, dans le cadre de l'atelier régional multi-pays organisé par l'UNESCO à N'Djamena, les participants ont visité la Bibliothèque nationale et le Musée national du Tchad. Moment fort de cette immersion culturelle : la découverte du Pavillon de Toumaï, qui abrite l'un des plus précieux trésors de l'humanité.

Sous la conduite de guides spécialisés, les délégations de la République centrafricaine, du Cameroun, du Congo et du Tchad ont pu admirer la reconstitution du célèbre crâne de Toumaï (*Sahelanthropus tchadensis*), considéré comme l'un des plus anciens représentants connus de la lignée humaine, datant de plus de sept millions d'années. Ce fossile exceptionnel, découvert en 2001 dans le désert de Djourab, symbolise l'importance du

Tchad dans la compréhension des origines de l'humanité.

Dans son intervention lors de la visite, le représentant de l'UNESCO a souligné que le Pavillon de Toumaï incarne la nécessité de protéger et de valoriser les découvertes scientifiques et culturelles, non seulement comme patrimoine national, mais aussi comme héritage universel. Il a rappelé que de tels sites et collections méritent une reconnaissance et une conservation renforcées dans les politiques culturelles nationales et régionales.

La visite a ainsi illustré de manière concrète les objectifs de l'atelier : intégrer la protection du patrimoine culturel, matériel et immatériel, au cœur des stratégies de développement durable en Afrique centrale.



Ce fut également une immersion fascinante pour le Coordonnateur résident au Musée National

Ce jour 17 juin 2025, le Coordonnateur résident des Nations Unies au #Tchad, Dr François Batalingaya a eu le privilège d'effectuer une visite guidée enrichissante au Musée National du Tchad ! Ce fut une immersion fascinante dans la richesse culturelle et historique de ce magnifique pays, berceau de l'humanité.

Des vestiges paléontologiques aux artefacts ethnographiques, chaque salle a dévoilé des pans de l'héritage tchadien, témoignant de la diversité et de la profondeur de son histoire. Pour marquer son passage, Dr François Batalingaya a exprimé dans le livre d'or du Musée National, son admiration pour la conservation de ces trésors nationaux et a souligné l'importance de la culture comme pilier du développement et de la cohésion sociale.

Cette visite réaffirme l'engagement des United Nations à soutenir le Tchad dans la valorisation de son patrimoine, essentielle pour l'identité et le futur de ses générations à travers l'agence UNESCO.

Avant de quitter le Musée, le Coordonnateur Dr François Batalingaya a également remercié l'équipe pour cet accueil chaleureux et cette présentation éclairante !





Quelques rencontres officielles qui renforcent le partenariat

Dr François Batalingaya, Coordonnateur résident du Système des Nations Unies et Coordonnateur Humanitaire au Tchad accompagné de quelques chefs d'agences onusiennes a été reçu par S.E.M le Premier Ministre l'Amb. Allah-Maye Halima.

L'objet de cette audience est de renforcer le dialogue stratégique sur les priorités nationales, notamment :

- ✓ L'impact du gel des financements sur les interventions humanitaires et de développement et la réponse aux urgences notamment les inondations et bien d'autres;
- ✓ L'appui des Nations Unies au Plan national de développement "Tchad Connexion 2030"

Au cours de cette audience les deux parties ont ensemble lancé un appel pour un engagement renouvelé des partenaires techniques et financiers, et pour une coopération renforcée autour du développement durable;

Le Système des Nations Unies reste déterminé à accompagner le Tchad sur la voie du progrès, de la paix et de la résilience.



Kabadi à la présidence du Sénat, symbolisant la confiance renouvelée pour son leadership après le rôle majeur qu'il a joué avant et pendant la transition ;

- ✓ - Son engagement continu en faveur de la consolidation de l'État de droit, du dialogue politique inclusif et du respect des engagements internationaux du Tchad ;
- ✓ - Les possibilités de collaboration en matière de réformes électorales inclusives, de réconciliation nationale, de droits de l'homme, d'égalité des sexes et de développement durable.

Rencontre entre le Coordonnateur résident des Nations Unies et le Président du Sénat du Tchad.

Ce 2 juillet 2025, Dr François Batalingaya, Coordonnateur résident du système des Nations Unies au #Tchad, a été reçu en audience par le Dr Haroun Kabadi, Président du Sénat. Cette rencontre de courtoisie a été l'occasion de saluer :

- ✓ - L'élection du Dr Haroun

Dr Batalingaya a également salué la mise en place progressive des institutions républicaines, en particulier le Sénat, qui garantit un équilibre démocratique essentiel, tout en réitérant la volonté de l'ONU de soutenir le Sénat tchadien à travers un partenariat renforcé, en faveur de réformes alignées sur les objectifs de développement durable (ODD) et le plan national « Tchad Connection 2030 ».



Une réunion fructueuse pour le Parlement africain junior des Nations Unies au Tchad !

Le coordonnateur résident du système des Nations Unies au Tchad, Dr François Batalingaya, a reçu aujourd'hui l'équipe du Parlement africain junior des Nations Unies.

Cette réunion a été une excellente occasion pour les jeunes leaders de présenter leurs idées, leurs visions et leurs projets pour un avenir meilleur et plus durable, conformément aux objectifs des Nations Unies. Les discussions ont porté sur l'implication des jeunes tchadiens

dans les initiatives de développement durable, la paix et la sécurité, ainsi que sur l'importance de leur voix dans les processus décisionnels.

Le coordonnateur résident des Nations Unies a salué l'enthousiasme et le dévouement de l'équipe, soulignant le rôle crucial que jouent les jeunes dans la construction d'un Tchad prospère et d'un monde plus juste. Cette audience renforce l'engagement des Nations Unies à soutenir les initiatives des jeunes et à promouvoir leur pleine participation.



20^{ème} édition de la journée mondiale du donneur de sang

Les activités de la 20^{ème} édition de la journée mondiale du donneur de sang ont été lancées le 21 juin 2025 dans le camp militaire de 27 à N'Djamena, par la Secrétaire d'Etat à la santé publique et à la prévention Dr Mbaidedji Dekandji Francine.

C'était en présence du ministre des armées, des anciens combattants et des victimes de guerre, Général Issakha Maloua Djamousse et du chef d'état-major général des armées, général Abakar Abdelkarim. Le thème est : donnez votre sang, donnez de l'espoir : ensemble nous sauvons des vies. Le directeur adjoint du centre national de transfusion sanguine Abakar Lol Malloum a énuméré les priorités de son institution et invité la population à se joindre au mouvement des donneurs volontaires. Il a ajouté que la célébration de cette journée ne doit pas être un simple évènement ponctuel mais un point de départ d'une mobilisation accrue, un appel à la conscience collective pour faire du don de sang une pratique régulière et naturelle.

Il a remercié les donneurs volontaires pour leur engagement et les partenaires pour leur appui. La représentante de l'OMS Dre Blanche Anya a indiqué que la journée du donneur de sang est une occasion propice pour lancer un appel à l'action pour la mise en place des stratégies en vue de booster la sensibilisation auprès des différentes couches éligibles au don bénévole et régulier de sang sans attendre un malade.

Elle a souhaité l'intensification des actions de conscientisation pour réduire au maximum les dons familiaux au profit des dons bénévoles réguliers permettant de disposer de réserves de sang. Dre Blanche Anya a salué l'organisation conjointe de cette journée par le ministère de la santé publique et de la prévention et celui des armées. Elle a demandé aux acteurs et partenaires d'accorder encore davantage leur soutien pour aider les structures concernées à jouer pleinement leur rôle. Le ministre des armées, des anciens combattants et des victimes, général Issakha Maloua Djamousse a dit que le sang sauve chaque jour des milliers des vies humaines.



En donnant de leur sang, les forces de défense et de sécurité défendent aussi la vie a renchérit le ministre. La sécurité c'est aussi la prévention de la vie a dit le ministre précisant que chaque donneur volontaire de sang est gardien de la vie. Il a rassuré de la volonté des unités des forces de défense et de sécurité à appuyer cette action initiée par le ministère de la santé publique et de la prévention. La secrétaire d'Etat à la santé et à la prévention Dr Mbaidédji Dékandji Francine a souligné que l'évènement est célébré par tous les pays par rapport à l'importance du sang dans la santé et la vie de l'Homme mais également du fait que chaque pays fait face à des degrés divers et variés aux défis de la disponibilité en permanence et en quantité suffisante du sang pour sauver des vies en cas de besoin.

Elle a poursuivi que pour mieux répondre aux défis liés à la disponibilité du sang, la célébration de la journée mondiale le 14 juin

est idéale afin de rappeler l'importance de ce produit dans l'amélioration de la qualité des soins.

La secrétaire d'Etat à la santé publique et à la prévention, a saisi l'opportunité pour rendre hommage aux donneurs volontaires et invité les autres à se joindre à ce cercle qui œuvre pour sauver des vies. Dr Mbaidédji Dékandji Francine a salué l'engagement des forces de défense et de sécurité dans cette action de grande envergure. Elle a remercié les partenaires techniques et financiers pour leur appui et exhorté les acteurs et représentants des couches socioprofessionnelles à intensifier la sensibilisation pour plus des donneurs volontaires de sang. Des attestations de reconnaissance ont été décernées aux donneurs volontaires de sang.



Les journalistes appelés à devenir les alliés des droits des personnes handicapées

En date du 09 juillet 2025, le Réseau des personnes handicapées du Tchad et le Bureau du coordonnateur résident du Système des Nations au Tchad ont organisé une journée de réflexion, au Bureau commun des Nations Unies, en faveur des professionnels des médias sous le thème : « Médias et Droits des personnes en situation de handicap : contributions à la mise en œuvre de la CDPH ». Retour sur l'évènement. Amener les médias qui habituellement reflètent une vision réductrice du handicap à promouvoir une approche fondée sur les droits humains, sur la dignité et sur la participation active des personnes handicapées à tous les niveaux, tel est l'objectif assigné à cette Journée de réflexion axé sous le thème : « Médias et Droits des personnes en situation de handicap : contributions à la mise en œuvre de la CDPH ». À travers leur capacité à informer, sensibiliser, dénoncer mais aussi à proposer, les médias peuvent déconstruire les stéréotypes et porter une narration respectueuse des droits humains. Conscients de ce potentiel, le Réseau des personnes handicapées du Tchad et le système des Nations Unies ont organisé cette journée d'échanges pour impulser un changement durable.

Ouvrant les travaux de cette rencontre, le représentant du coordonnateur résident du système des Nations Unies, a tenu à préciser que cette journée de réflexion est un laboratoire d'idées visant à créer un espace de dialogue

constructif entre les médias, les organisations de personnes handicapées et les institutions partenaires. Elle dégage trois ambitions à savoir : « déconstruire les préjugés pour mieux reconstruire une narration inclusive tout en renforçant la compréhension des enjeux de la Convention ; identifier les barrières, mais aussi les solutions pour une couverture médiatique qui reflète la diversité de notre société et surtout, créer une alliance inédite entre médias et organisations de personnes handicapées, pour que chaque voix compte », poursuit-il. En tant que représentant du PNUD au Tchad, il a réaffirmé l'engagement de son institution à soutenir, dans le cadre de son mandat pour une gouvernance inclusive, toutes les dynamiques nationales visant l'égalité, l'accessibilité et la participation effective des personnes handicapées dans la vie publique. Tout au long de la journée, les journalistes présents se sont familiarisés avec les dispositions de la CDPH, dans le but de mieux représenter les personnes en situation de handicap dans leurs productions. Le président de l'Union des journalistes tchadiens a rappelé que le handicap ne doit plus être traité comme un sujet marginal, mais comme une dimension intégrée de la citoyenneté, insistant sur le fait que les personnes handicapées sont des citoyens à part entière, porteurs de droits, d'aspirations et de talents.

Des recommandations fortes pour trois cibles

Les travaux ont débouché sur une série de recommandations claires, adressées à trois catégories d'acteurs : le gouvernement, les partenaires et les médias. Au gouvernement, il est recommandé d'intensifier la vulgarisation des textes de protection des personnes handicapées et leurs applications réelles ; d'accélérer la mise en œuvre des recommandations issues du Dialogue National Inclusif, de rendre les informations accessibles avec la traduction en langage des signes dans les médias publics. Aux partenaires (ONG, Agences onusiennes...), il est demandé de continuer d'appuyer les initiatives des OPH (Organisation des personnes handicapées) et OSC (Organisation de la société civile) dans le domaine de la promotion des droits des personnes handicapées ; d'intensifier la formation des journalistes sur la question du handicap ; d'appuyer la commémoration des Journées nationales et internationales des personnes handicapées...

Enfin, il est recommandé aux organes de presse d'aménager des espaces dédiés à la question de handicap ; de créer un partenariat formel entre les OPH et les organes de presse mais surtout d'adopter les terminologies contenues dans la CDPH (Convention relative aux droits des personnes handicapées), notamment : personne handicapée. Lors de cette journée de réflexion, un engagement commun semble avoir été pris : faire en sorte que le handicap ne soit plus vu comme une limite, mais comme une richesse à inclure pleinement dans le récit collectif.

Un Pas Crucial vers la Stabilité de la sous-région des pays du bassin du Lac Tchad

Le Tchad accueille en ce moment, en format hybride, la toute première réunion du **Comité de pilotage régional du Mécanisme de facilitation de financement Nexus (NFF)**. Cette rencontre de haut niveau, co-présidée par le Dr François Batalingaya, Coordonnateur résident des Nations Unies au Tchad, et l'Ambassadeur Mamman Nuhu, Secrétaire exécutif de la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT), marque un tournant stratégique pour la région.

La **Facilité régionale du Nexus** ambitionne de briser les cloisonnements traditionnels entre les actions humanitaires, de développement et de consolidation de la paix. Objectif : passer d'interventions isolées à une réponse coordonnée, capable à la fois de traiter les causes profondes de l'instabilité et de répondre aux besoins urgents des communautés touchées.

Lors de cette réunion inaugurale, les participants ont tracé les priorités et les mécanismes de fonctionnement du dispositif. Les échanges ont insisté sur trois axes majeurs :

Renforcer la coordination régionale entre les gouvernements du Bassin du Lac Tchad.

Mobiliser les partenaires techniques et financiers autour d'actions concertées et durables.

Valoriser les initiatives existantes et les capacités locales pour bâtir une résilience à long terme.

La région du Bassin du Lac Tchad, confrontée à des crises sécuritaires, climatiques et humanitaires, a plus que jamais besoin de ce type d'approche intégrée. Comme l'a souligné le Dr Batalingaya, « *le Nexus est une passerelle entre urgence et durabilité : c'est en agissant ensemble que nous ferons la différence* ».

Avec cette première réunion, le message est clair : l'heure est à l'unité d'action pour transformer les défis en opportunités et ouvrir la voie à un avenir plus stable pour les populations du Bassin.



Accord de coopération entre le HCR et Caritas Suisse (CACH) au Tchad

Le HCR et Caritas Suisse (CACH) au Tchad ont signé à travers un mémorandum d'entente, un accord de coopération ce 05 août 2025 à N'Djamena. Cet accord de 18 mois s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du projet « FADECIV » Faciliter la Délivrance des documents d'Etat Civil pour les populations retournées, financé par l'Agence Française de Développement. Il sera mis en œuvre par CARITAS-Suisse en partenariat avec l'Agence Nationale des Titres Sécurisés (ANATS) dans les provinces du Logone Oriental et du Moyen Chari dans le cadre de la lutte contre les risques d'apatridie.

Les trois priorités de ce mémorandum d'entente sont :

Améliorer la disponibilité et la qualité des services et des documents juridiques pour tous. Accroître le soutien public pour

améliorer la demande de services du CRVS (engl. « civil registration and vital statistics » ; enregistrement civil et statistiques démographiques). Renforcer les capacités des acteurs impliqués dans le processus d'enregistrement de l'État Civil. En s'efforçant de donner effet à la présente lettre, CACH et le HCR sont et resteront attentifs aux responsabilités, compétences et contributions des autres organismes des Nations Unies, des organisations non gouvernementales (ONG) et des organisations de la société civile. Ils appuieront et coopéreront avec d'autres organismes dans l'exécution de leurs mandats respectifs. Les principes de base qui guideront la coopération des Parties dans la mise en œuvre de la lettre d'accord seraient entre autres : la subsidiarité, la rentabilité, la fonctionnalité, la pertinence et la durabilité.



100 Juristes réfugiés soudanais sur la voie d'inclusion et d'intégration professionnelle au Tchad

Abéché accueille le lancement officiel d'une formation inédite pour 100 juristes réfugiés soudanais. Une cérémonie empreinte de solennité et d'espoir s'est tenue ce lundi 21 juillet 2025 dans les locaux de l'Institut National Supérieur des Sciences et Techniques d'Abéché pour marquer le lancement d'un programme de formation de six mois destinés à cent réfugiés juristes professionnels soudanais. Organisée conjointement par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) et le Barreau du Tchad, avec le soutien financier de la Fondation MasterCard, cette initiative vise à favoriser l'intégration professionnelle des réfugiés Juristes dans leur pays d'asile, le Tchad. Axée sur le droit tchadien, le programme de la formation permettra aux participants de se familiariser avec le système judiciaire tchadien, ses lois, ses règlements, ainsi que la pratique du droit et la pratique du Barreau dans le contexte local. Il s'agit d'un tremplin vers la reconnaissance de leurs compétences et leur inclusion dans le tissu juridique et institutionnel du pays.

La cérémonie de lancement a réuni des autorités administratives et judiciaires, des représentants du Barreau du Tchad, du HCR, les responsables des ONG nationales et internationales ainsi que des partenaires techniques et financiers témoigne d'une mobilisation multisectorielle. Dans son allocution, le Coordonnateur du HCR à l'Est du Tchad, M. Dossou Patrice Ahouansou a salué « une initiative porteuse d'espoir, qui incarne les valeurs de solidarité, de dignité et de résilience ». Aussi, elle s'inscrit dans une vision claire « favoriser l'intégration professionnelle des réfugiés Juristes qualifiés afin qu'ils puissent mettre leur talent et qualification à la disposition du pays d'asile, le Tchad », a-t-il précisé. Le représentant du Bâtonnier, Maître Daryo Nicaise a souligné que cette initiative est la première au Tchad et permettra au barreau et au HCR de renforcer leur partenariat « A la fin

de cette formation, nous assisterons à une diversification de compétence », a-t-il précisé.

Une réponse concrète aux défis de l'asile

Ce programme s'inscrit dans une dynamique plus large d'inclusion et d'autonomisation des réfugiés à travers la formation et la reconnaissance des qualifications, l'accès à l'emploi. Il reflète également l'engagement du Tchad à offrir un environnement favorable à l'inclusion des personnes déplacées conformément à la N°027/PR/2020 portant asile en République du Tchad.

Le Secrétaire Général de la province de Ouaddaï Hissein Didigui ouvrant les travaux a déclaré que : « L'insertion socioéconomique, professionnelle et la résilience des réfugiés, ainsi que des communautés d'accueil, constituent un pilier central dans le Plan National de Réponse à la crise Soudanaise (2025-2027) élaboré par le Gouvernement Tchadien ». Cette formation a-t-il renchérit, permettra aux juristes professionnels réfugiés de mettre leurs compétences et savoir-faire sur le marché de l'emploi. Pour les participants, cette formation représente bien plus qu'un apprentissage : c'est une reconnexion à leur vocation, une reconnaissance de leur expertise, et une porte ouverte vers une contribution active à la société tchadienne. « Au nom de tous les réfugiés nous voudrions ici exprimer notre reconnaissance au HCR au barreau du Tchad ainsi qu'à la Fondation MasterCard pour cette immense opportunité qui nous est offerte », témoigné Maître Adam Djibrine avocat soudanais.

Le programme se déroulera sur une période de six mois, avec des modules pratiques et théoriques, encadrés par des experts du Barreau du Tchad et des juges. Des évaluations régulières permettront de mesurer les acquis et d'orienter les perspectives d'intégration professionnelle.

Le HCR mène une réflexion stratégique sur les solutions durables en faveur des réfugiés



Le HCR a organisé un moment de réflexion stratégique sur les solutions durables en faveur des réfugiés de la RCA le 09 juillet 2025 à Moundou. Cet atelier a été mis sous le Haut Patronage des Ministères des Finances, du Budget, de l'Economie, du Plan et de la

Coopération Internationale et celui de l'Action sociale, de la Solidarité et des Affaires Humanitaires, la CNARR en collaboration avec les communautés affectées, les partenaires humanitaires actifs sur le terrain ainsi que les autorités locales.

Le HCR facilite l'accès des réfugiés aux services publics d'emploi

Le HCR et l'Office national pour la promotion de l'emploi (ONAPE) ont signé à travers un mémorandum d'entente, un accord de coopération ce 29 mai 2025 à N'Djamena. Ce partenariat contribuera à : faciliter l'accès des réfugiés aux services publics d'emploi ; renforcer les capacités des réfugiés, créer des synergies entre les acteurs humanitaires, institutionnels et du secteur privé pour une inclusion économique durable.



100 Juristes réfugiés soudanais sur la voie d'inclusion et d'intégration professionnelle au Tchad



Dans le cadre de l'opérationnalisation des dispositifs des solutions durables au Tchad, une session de formation multisectorielle a été organisée, afin de renforcer les capacités des acteurs gouvernementaux, des agences des Nations Unies, des ONG et des partenaires techniques. Cette formation vise à outiller les parties prenantes pour concevoir, piloter et mettre en œuvre les solutions durables de manière efficace et conforme aux standards internationaux (Cadre IASC, DSID, Pacte mondial sur les réfugiés, Agenda d'action du Secrétariat Général sur les déplacements internes). Le Tchad est confronté à des déplacements internes massifs causés par les conflits, l'insécurité, les catastrophes naturelles et les effets du changement climatique.

Plus de 280 000 personnes déplacées internes (PDI) vivent actuellement dans la province du Lac, et 75 000 autres dans les régions du Sud. Ces dynamiques prolongées fragilisent la cohésion sociale, exacerbent la pauvreté et entravent les perspectives de développement dans des zones déjà vulnérables comme le Logone Oriental, le Mandoul, le Moyen-Chari, le Tibesti et le Kanem. Face à cette situation, le Gouvernement du Tchad, avec l'appui du Système des Nations Unies, a mis en place une réponse ambitieuse

fondée sur les droits humains, la responsabilité nationale et la coordination multisectorielle. Cette démarche s'est traduite par l'adoption d'une Stratégie nationale pour les solutions durables, un Plan d'action national pluriannuel, ainsi que quinze plans provinciaux participatifs, couvrant les régions les plus touchées. Le processus est porté politiquement par un Comité interministériel de haut niveau et soutenu techniquement par un Pool conjoint réunissant cadres étatiques, PNUD et OIM.





RÉPUBLIQUE DU TCHAD

جمهورية تشاد



MINISTRE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA PREVENTION

وزارة الصحة العامة

Le CHOLERA peut tuer

الكوليرا مرض قاتل



**Conduisons immédiatement le malade
au centre de santé le plus proche**

لننقل المريض في الحال إلى أقرب مركز صحي

